



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE- ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° AE-F09321P0078 du 09/04/2021  
Portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 24/08/2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09321P0078, relative à la réalisation d'un projet de rechargement de plage du Centre Nautique et d'Environnement Marin (CNEM) sur la commune de Saint-Tropez (83), déposée par la Commune de Saint-Tropez, reçue le 11/03/2021 et considérée complète le 11/03/2021 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 12/03/2021 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève de la rubrique 13 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste au rechargement de la plage du CNEM avec l'apport d'un volume de 300 m<sup>3</sup> de sable de carrière lavé de toutes particules fines, sur une surface de plage de 2 350 m<sup>2</sup> ;

Considérant que ce projet a pour objectif de lutter contre l'érosion tout en assurant l'activité de l'école de voile ;

**Considérant la localisation du projet :**

- en zone littorale, sur une plage située dans un secteur urbanisé,
- dans le périmètre de protection du site inscrit « Presqu'île de saint-Tropez »,
- en limite de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique terre de type I « Cap de Saint Tropez » ;

Considérant que ce projet de rechargement emploie la technique du « mille feuilles » qui consiste à étaler les feuilles mortes d'herbiers de posidonie et à les recouvrir de sable ;

Considérant que seul un sable présentant une bonne qualité physico-chimique (concentrations

inférieures aux seuils N1 de référence) et ayant une granulométrie compatible avec celui du site sera utilisé ;

Considérant que le rechargement s'effectuera uniquement sur la partie émergée de la plage et que la circulation des engins se fera uniquement sur des sentiers balisés ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à réaliser les travaux en respectant l'arrêté municipal N°1665/2016 réglementant les périodes et horaires ;

**Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement**, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

## **Arrête :**

### **Article 1**

Le projet de rechargement de plage du Centre Nautique et d'Environnement Marin situé sur la commune de Saint-Tropez (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Commune de Saint-Tropez.

Fait à Marseille, le 09/04/2021.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
La cheffe d'unité évaluation environnementale



Marie-Thérèse BAILLET

<b>Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact</b>
---

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :**

**1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

**- Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Secrétariat général  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 - Marseille cedex 3

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet**

**de suspendre le délai du recours contentieux)**

**- Recours hiérarchique :**

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire  
Commissariat général au développement durable  
Tour Séquoïa  
1 place Carpeaux  
92055 Paris – La-Défense Cedex

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**

**2- Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Marseille  
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

**(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).**